

L'IMPUISSANCE GOUVERNEMENTALE...

Depuis ces temps lointains où nos ancêtres prirent la regrettable décision d'instituer des sociétés politiques, l'Histoire Humaine n'a été qu'une suite ininterrompue de guerres civiles.

Aussi bien ne peut-il en être autrement. Tout régime politique, quelle que soit la forme revêtue, théocratie, aristocratie, ploutocratie, autocratie ou démocratie, exprimant et concrétisant les seuls intérêts d'un clan, d'une classe ou d'un parti - et non de la société - ne peut s'instaurer et se maintenir que par les effets d'une contrainte permanente.

D'où la nécessité, pour tout régime politique de s'appuyer sur l'indispensable et habituel appareil de coercition: Police, Armée, Magistrature, Prisons, Bagnes, Camps de concentration, etc..., qui impose à la minorité - et parfois à la majorité! - les Lois de la fraction au Pouvoir. Jusqu'au jour où une fraction adverse l'emporte et s'impose à sa tour.

Rendons cet hommage à la démocratie qu'elle fut et demeure un effort pour humaniser ces moeurs sauvages, pour rendre moins pénibles les effets de cette guerre civile permanente. En ce sens, sans doute peut-on estimer que le Bulletin de vote des politiciens représente un progrès sur l'épée des princes et des généraux.

Après tout, n'est-il pas plus rassurant de voir nos estimables nullités parlementaires s'entredéchirer en des combats obscurs, dans la fosse aux fauves du Palais Bourbon. que de voir les aspirants au pouvoir régler leurs différends dans la rue à coups de canon?

Entre divers maux, préférer le moindre est raisonnable et, pour les anarchistes comme pour tous les hommes de bon sens, le meilleur gouvernement sera toujours celui qui gouvernera le moins.

En ce sens, nous ne pouvons nous plaindre: la République quatrième bat tous les records! Au long des semaines qui viennent de s'écouler, le «gouvernement» (!) de l'honorable Edgar Faure et l'Assemblée nationale ont offert à un monde amusé la démonstration de l'Impuissance la plus totale comme celle du ridicule le plus achevé.

Est-Il besoin de souligner les «gags» successifs d'une équipe ministérielle qui eût pu, tout aussi bien et avec un gros succès de rire, se produire sur la piste cendrée d'un cirque?

Les hésitations, les atermoiements et les décisions contradictoires devant la flambée, trop prévisible, du «terrorisme» nord-africain.

Les inénarrables Conseils des ministres réunis sous la haute «autorité» du président de la République et offrant le spectacle d'un panier de crabes en bataille.

Les laborieux accords d'Aix-les-Bains acquis au terme d'une série de marchandages de boutiquiers.

La nomination d'un général colonialiste chargé d'appliquer une politique qu'il réprouvait et qu'il s'employa à torpiller.

L'intermède désopilant des faux départs du sultan fantôme Ben Arafa.

La sédition militaro-colonialiste dirigée par le maréchal Juin, à qui son grade permettait cette indiscipline qui fait la force principale des généraux factieux.

Les pirouettes de l'ineffable Edgar qui, chaque soir brossait le fond de son patalon où, chaque matin, monsieur le maréchal venait essuyer ses bottes.

J'exagère? C'est vrai: la République, représentée (si j'ose ainsi m'exprimer) par le tanneur de Saint-Chamont - ce ministre des Affaires qui lui sont étrangères, selon le mot de Vallon, député gaulliste et, cela arrive, anti colonialiste - n'allait pas tarder à se ressaisir et à montrer au monde qu'on ne joue pas impunément avec sa «dignité».

... En quittant spectaculairement l'O. N. U. lorsque celle-ci décida d'inscrire a son ordre du jour la question algérienne.

Sans doute, les pays des harems clos et des marchés d'esclaves sont-ils assez peu qualifiés pour donner des leçons d'humanité et de liberté. Mais ces considérations n'enlèvent rien à l'absurdité criminelle d'une guerre sauvage où, chaque jour, des Français et des Nords-Africains s'entretuent, les uns pour sauvegarder les profits d'une poignée de colonialistes milliardaires, les autres pour acquérir une illusoire indépendance - d'une guerre sans autre issue que de futurs Dien-Bien-Phu et qu'un minimum de réalisme politique eût permis d'éviter.

Même absence de réalisme en ce qui concerne la Sarre, à qui la France prétend imposer un statut «européen» à l'aide d'élections plus ou moins insolites et d'un «gouvernement» sarrois aux ordres, après avoir vainement tenté d'annexer ce territoire, incontestablement allemand, sous le couvert d'un «rattachement» économique à la France.

Pourquoi ces manœuvres vouées à l'échec, quel qu'aurait été le résultat du référendum? La Sarre est un territoire contesté? Pas plus que l'Alsace-Lorraine. Pourquoi ne pas alors appliquer le fameux «statut européen» à ces deux départements?

A la vérité, là comme en Afrique, de puissants intérêts économiques et financiers se dissimulent derrière les prétextes de «présence» française et de «prestige» national.

Ainsi, dans tous les domaines, chaque jour apporte la démonstration renouvelée de l'impuissance du pouvoir politique pour se hisser hors des ornières du passé.

Les marmottes sclérosées qui s'agitent - sans bouger de place - sur la scène politique, finiront-elles par s'apercevoir que le monde évolue? Et qu'au siècle de l'atome, les peuples ne peuvent continuer à vivre sous des institutions politiques datant du temps des diligences? On en peut douter.

Il faudra, en tout cas, bien autre chose, pour opérer les adaptations indispensables qu'une réforme de la constitution, une nouvelle loi électorale ou des élections anticipées.

Devant l'impuissance des gouvernements en face des problèmes du monde moderne, c'est aux peuples qu'il appartient de dresser le procès-verbal de carence et de créer les nouvelles formes sociales.

Ce jour-là qui sera celui de la Révolution, sous son nom ou sous un autre, sonnera l'heure du Fédéralisme Libertaire, solution de bon sens qui finira inéluctablement par s'imposer.

Maurice FAYOLLE.
